

# PLUS

SÉRIE  
LA MONARCHIE

LE DÉFI DE FELIPE

Isabelle Hachey

PAGE 5

LA SAISON DES COUTEAUX

Une analyse de Denis Lessard

PAGE 4



Charlton Heston, brandissant un mousquet au-dessus de sa tête lors de la réunion annuelle de mai 2001 de la National Rifle Association. La NRA avait battu le démocrate Al Gore l'année précédente; elle veut battre John Kerry cette année.

# « L'ARSENAL DE LA DÉMOCRATIE »

En 2000, les pro-armes avaient battu le démocrate Al Gore. Aujourd'hui, ils sont contre John Kerry.



DANIEL LEMAY

« Je rendrai mon arme quand vous l'arracherez de mes mains mortes. »

Ces paroles dramatiques de la National Rifle Association (NRA), sont un des moments forts du documentaire *Bowling for Columbine* de Michael Moore, qui a rem-

porté en 2002 l'Oscar du meilleur documentaire pour son film-choc sur la culture des armes aux États-Unis. La question du générique se posait ainsi aux Américains : « Sommes-nous des malades des fusils ou sommes-nous juste des malades ? »

« Fiction ! » a accusé la NRA, soulignant, entre autres, le fait que le film laisse croire que Charlton Heston a prononcé ces paroles de défi à Denver, 10 jours à peine après qu'une fusillade eut fait 13 morts au Columbine High School. Contre la volonté du maire de Denver, la NRA avait bel et bien tenu son congrès de 1999 au Colorado, mais l'événement avait été réduit (le film n'en parle pas) à la rencontre des membres pour le vote annuel. Dans les faits, Heston a prononcé le discours des « mains mortes » un an plus tard, au début de la campagne présidentielle de 2000.

Le destinataire du « message » était le candidat démocrate à la présidence : Al Gore, vice-président sous Bill Clinton, l'homme qui avait signé le Brady Bill (1994), imposant un délai de cinq jours pour permettre une enquête sur tout acheteur d'une arme. Al Gore, le dauphin « anti-gun », devenait l'homme à battre. À tout prix.

La NRA, à elle seule, a dépensé 15 millions US pendant la campagne de 2000, plus que dans n'importe quelle autre présidentielle : il ne fallait pas que Gore passe. Un dirigeant de la NRA, de son côté, avait déclaré que, avec George W. Bush comme président, la NRA allait « travailler directement de la Maison-Blanche ». Gore a été battu et, autre preuve de l'efficacité de la machine de la NRA, le Sénat a acquis cette année-là une majorité pro-fusils.

En 2000, 48 % des électeurs

étaient propriétaires d'au moins une arme à feu, soulignera plus tard Jeb Bush, gouverneur républicain de la Floride, là même où des irrégularités dans le scrutin ont probablement donné la victoire à son frère. Aux dépens d'Al Gore qui a payé cher ses positions « anti-gun ».

Dans son livre *Blown Away*, Caitlin Kelly (voir autre texte) précise quant à elle que 64 % des Américains sont pour le droit de porter des armes : c'est le cas de 73 % des républicains et de 54 % des démocrates. Ceux que la NRA appelle les *liberals*, engeance honnie parmi toutes, se retrouvent presque tous chez les démocrates.

#### Membres à vie

Historiquement, la NRA a toujours mené ses campagnes « contre » les candidats « pro-contrôle ». Changement de stratégie en 1980 : pour la première fois, l'organisme

appuie officiellement un candidat, le républicain Ronald Reagan. Une fois élu, M. Reagan est devenu le premier président en titre à s'adresser au congrès de l'association, qui l'a nommé « membre honoraire à vie » en 1983. Ronald Reagan (1911-2004), le rancher, est un héros de la NRA, qui aime à rappeler que « The Gipper » gardait chez lui un fusil d'assaut Colt AR 15...

George Bush père, lui, s'est payé une carte de membre à vie (500 \$) peu avant l'investiture républicaine de 1988 et a rendu publique son opposition à toute forme de contrôle des armes. Il n'en fallait pas plus pour que la NRA investisse 6 millions US dans une campagne publicitaire — *Defend Firearms, Defeat Dukakis* — contre son adversaire démocrate Michael Dukakis, que Bush père aurait battu de toute façon, mais quand même...

» Voir ARSENAL en page 2

## PLUS

## DES OH! ET DES BAH!

La rubrique qui voit et entend tout (à sa façon)

## DES CHIFFRES QUI PARLENT

17,9

C'est le nombre moyen de semaines d'attente pour recevoir des soins médicaux spécialisés au Canada. L'an dernier, l'attente était de 17,7

18,7

Le nombre moyen de semaines d'attente au Québec.

## ICI ET AILLEURS



Jean Lapierre

PHOTO CP

## MONTRÉAL

## Y a du Lapierre dans l'air

Jean Lapierre est un nom prédestiné pour faire la manchette. Cette semaine, tandis que Jean Lapierre, le ministre des Transports du Canada, commentait le rapport sur l'atterrissage d'urgence d'Air Transat aux Açores, Jean Lapierre, l'ex-président du syndicat des cols bleus de Montréal, se joignait aux détracteurs de la nouvelle convention collective. Et Jean Lapierre? Eh bien, le directeur des communications de la Fondation des bourses du millénaire a demandé à Québec de respecter l'entente signée en 1999... Évidemment, il s'agit de trois Jean Lapierre différents!

## OTTAWA

## La revanche des manchots

Les États-Unis ont adopté des règlements bien précis sur ce que vous pouvez faire entrer dans leur pays, indique le site Web du ministère des Affaires extérieures dans une section destinée aux voyageurs. Ceux-ci doivent faire attention à ce qu'ils transportent dans leurs bagages. Bonbons fourrés à l'alcool, matériel obscène, billets de loterie et objets fabriqués par des détenus peuvent causer des ennuis à la frontière. Une interdiction frappe aussi les couteaux à cran d'arrêt... sauf ceux dont le propriétaire est privé d'un bras. Ben Laden n'a plus qu'à recruter chez les manchots!

## NEW YORK

## La politique, c'est du sport!

Une grande chaîne de clubs de sport a trouvé une manière amusante de combiner sport et militantisme politique, en proposant des cours de «votérobic». «Entrez dans l'ambiance de la saison électorale: quel que soit votre camp, ce cours à thématique électorale vous fera suer comme un candidat un soir d'élection», promettent les New York Sports Clubs.

Le cours est divisé en 10 étapes entrecoupées de pauses. Il y a l'étape «Cheney: comment trouver un colistier» (exercices à deux). Puis celle sur l'équilibre: «Comment équilibrer le budget». L'exercice «Passer le déficit» consiste à passer le ballon le plus vite possible aux autres. Ça fait sortir le méchant, comme on dit.

## ILS, ELLES ONT DIT...

## Bilingue

«It's a piece of shit.»

— Henri Massé, président de la FTQ, à propos de la sentence arbitrale touchant les conditions de travail des cols bleus

## Gaffeuse

«Elle n'a jamais eu un vrai job.»

— Teresa Heinz Kerry, femme de John Kerry, au sujet de la première dame, Laura Bush

## Excédé

«Monsieur le président, est-ce que vous pouvez faire taire cet espèce de mal élevé?»

— Le ministre des Transports, Jean Lapierre, réagissant aux cris d'un député conservateur au moment où il se faisait interroger sur le bilinguisme à Air Canada

## Confiant

«Oh non! nous n'aurons aucune perte.»

— C'est ce qu'aurait assuré le président George W. Bush au télévangéliste Pat Robertson juste avant d'envahir l'Irak. Pat Robertson, qui est pourtant un partisan du président républicain, en a parlé à CNN cette semaine.

## EN HAUSSE... EN BAISSÉ



PHOTO REUTERS

## FIDEL CASTRO



Sa chute filmée l'a montré dans toute sa fragilité.

## LE PQ



Les couteaux volent bas et ça ne fait que commencer.



PHOTO PATRICK SANFAÇON LA PRESSE

## SHEILA COPPS



Le livre de l'ancienne ministre libérale n'est pas encore officiellement lancé, mais il embête déjà Paul Martin. Quin toé!

Collaboration : Marie Allard, Sophie Allard, Joël-Denis Bellavance, Sébastien Rodrigue, AFP.

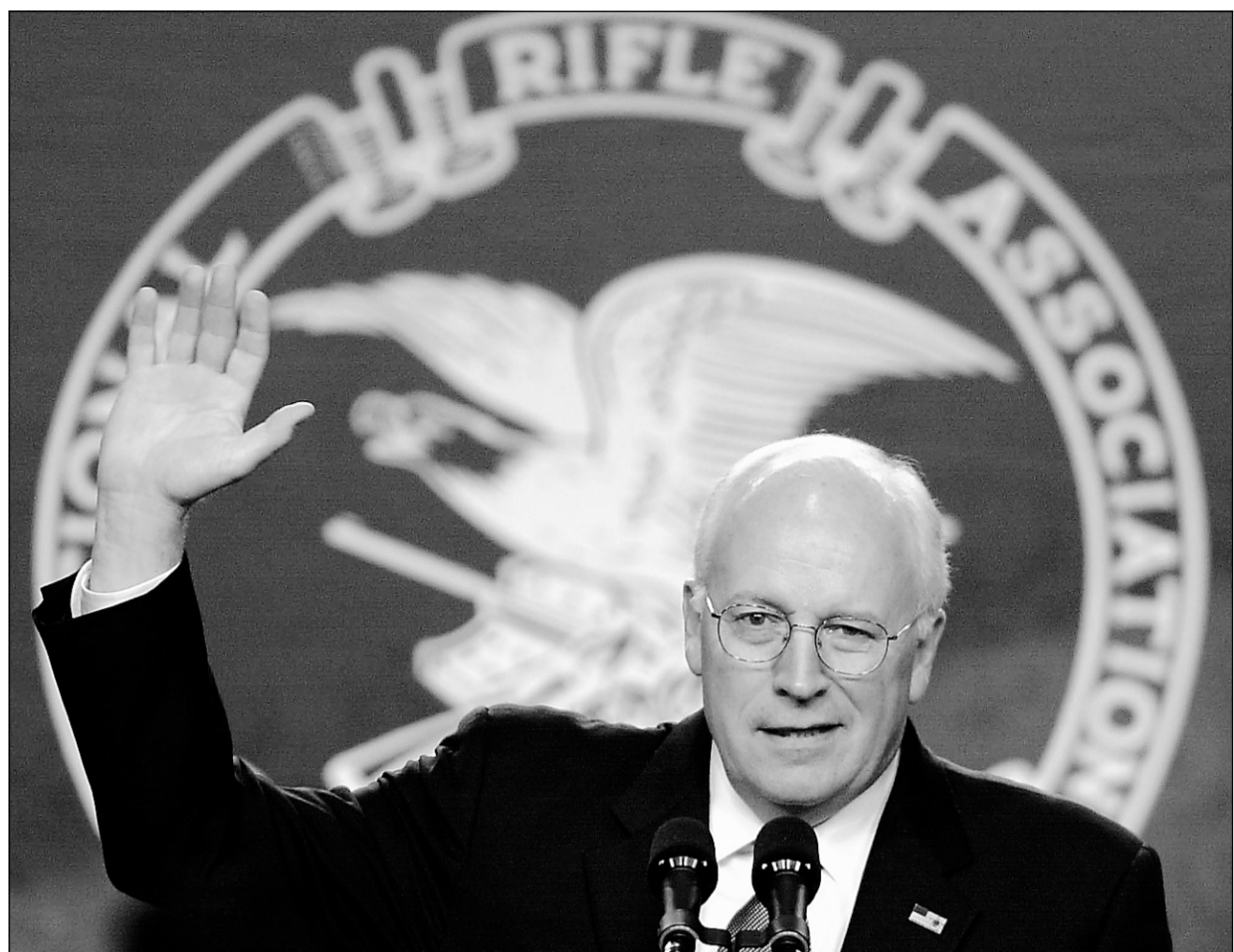


PHOTO GENE J. PUSKAR, AP

Au dernier congrès de la NRA, le vice-président Dick Cheney s'est assuré de bien se faire comprendre. « Le « ticket » républicain, a dit M. Cheney, est composé de deux *Westerners* qui ont toujours eu des armes, qui sont des chasseurs, des pêcheurs et d'ardents supporteurs de la Déclaration des droits. »

## L'arsenal de la démocratie

## ARSENAL

suite de la page 1

Les choses se sont gâtées quand le président a interdit l'importation des fusils d'assaut et s'est fermé, plus tard, à toutes les représentations du lobby des armes. George Bush n'a pas été réélu en 1992... Trois ans plus tard, il renoncera à son statut de membre à vie de la NRA pour protester contre une lettre ouverte de l'organisme dénonçant les méthodes de certains agents fédéraux décrits comme « des brutes au service d'un régime totalitaire ».

À ce moment, les leaders du lobby des armes avaient déjà compris que la présidence de Bill Clinton n'annonçait pas une ère de rayonnement du deuxième amendement. Pour la NRA, l'« enfer clintonien » — qui a duré huit ans, une « éternité » — a atteint son paroxysme quand le président a déclaré que les gens n'avaient « pas besoin d'un AK 47 pour aller à la chasse au chevreuil ».

En 2000, donc, George W. Bush, le fils de l'autre, l'emporte un peu par défaut même s'il montre un « dossier » solide dans les colonnes de droite: n'est-il pas le gouverneur (Texas) qui a envoyé à la mort le plus de condamnés, plus de 120 entre 1995 et 2000 ?

Et 2004 ? Le vice-président Dick Cheney, au congrès de la NRA de mai dernier, s'est assuré de bien se faire comprendre. « Le « ticket » républicain, a dit M. Cheney, est composé de deux *Westerners* qui ont toujours eu des armes, qui sont des chasseurs, des pêcheurs et d'ardents supporteurs de la Déclaration des droits. » Il répétera le credo de la NRA: le meilleur moyen de prévenir les crimes commis avec des armes à feu est de « poursuivre les criminels, non pas les honnêtes propriétaires d'armes ». Quant au candidat démocrate John Kerry, qui n'avait participé à aucun vote jusque-là, M. Cheney rappellera qu'il est revenu au Sénat le 2 mars pour voter contre le projet de loi 1805 qui « protégerait les manufacturiers d'armes à feu contre des poursuites frivoles ».

## Pro-immunité

L'interdiction des fusils d'assaut étant levée, la question des poursuites se retrouve au centre des préoccupations des pro-armes. « Le lobby des armes réclame l'immunité légale pour les manufacturiers », nous dira Eric Howard du Brady Center qui se félicite encore de sa plus récente victoire.

En septembre, le détaillant d'armes qui avait « égaré » le fusil d'assaut utilisé par John Allen Muhammed et Lee Malvo pour tuer 10 personnes à Washington et en Virginie en octobre 2002, de même que Bushmaster, le manufacturier de l'arme, ont accepté de payer 2,5 millions US aux familles des victimes. C'est la première fois, aux États-Unis, qu'un manufacturier d'armes paye des dommages pour une négligence menant à des actes criminels; la police a prouvé que le détaillant avait perdu la trace de 238 fusils au cours des trois années précédentes et que 50 de ses armes avaient été retrouvées entre des mains criminelles. Informée depuis longtemps de ces faits accablants,



PHOTO JUSTIN SULLIVAN, GETTY IMAGES

John Kerry photographié cette semaine chassant l'outarde dans la région de Springfield, Ohio. La NRA n'est pas dupe, elle qui rappelle à ses sympathisants de ne pas croire le candidat démocrate « quand il essaye de se faire passer pour un chasseur » en se faisant photographier avec un 12 à la main. « Depuis son arrivée au Sénat, John Kerry a systématiquement voté contre vos intérêts et votre liberté », lit-on dans les sites *pro-guns*.

Bushmaster avait toujours argué que Bull's Eye Shooter Supply (de Tacoma) était « un bon client ».

La NRA, elle, n'en démord pas: ces « honnêtes fabricants d'armes » sont les victimes d'avocats et de politiciens cupides. Chris Cox: « Ils veulent casser le dos de l'industrie qui arme les policiers et les soldats qui risquent chaque jour leur vie pour nous. Ils veulent détruire ce que le président Roosevelt appelait le grand arsenal de notre démocratie ». Aujourd'hui, les poursuites contre l'industrie des armes sont interdites dans 33 des 50 États; la NRA, elle, n'aura de cesse que quand elle « frappera » pour 100 %.

Entre-temps, le lobby des armes rappelle à ses sympathisants de ne pas croire John Kerry « quand il essaye de se faire passer pour un chasseur » en se faisant photographier avec un 12 à la main. « Depuis son arrivée au Sénat, John Kerry a systématiquement voté contre vos intérêts et votre liberté », lit-on dans les sites *pro-guns*.

Et Michael Moore, qui fustige encore la droite dans son film *Fahrenheit 9/11*? Le réalisateur « agit-prop » est le sujet de la chronique de Wayne LaPierre, le vice-président à la direction de la NRA dans le dernier

numéro d'*American Rifleman*, le magazine officiel de l'organisation: « Moore, qui dit à l'étranger que les Américains sont le peuple le plus stupide de la Terre, incite sa clique à la haine anti-États-Unis et anti-Bush avec son film *Fahrenheit 9/11*. Et ces groupes voteront en bloc — encouragés par la distribution de 500 000 DVD (du film) par les démocrates, dans les semaines précédant l'élection. Aux États-Unis, une seule force peut les arrêter: les membres de la NRA et leurs alliés. »

## La prochaine fusillade...

Sans être au centre de la campagne, la question des armes aura encore son poids quand les Américains iront faire leur « X », le mardi 2 novembre. Les amis du deuxième amendement voteront encore pour la « liberté ». Et, à la prochaine fusillade, les tenants du contrôle des armes répéteront leur question de base: y aurait-il moins de morts par balles s'il y avait moins d'armes à feu en circulation? Et les *pro-gunners* répondront que, « toute seule, une arme à feu n'a jamais tué personne ».

COURRIEL

Pour joindre dlemay@lapresse.ca



PHOTO AP

L'instructeur de tir Pat Goodale, de Billings (Montana), enseigne à son élève Cary Allen, 28 ans, la façon de se servir de son Glock semi-automatique 9 mm, dans le champs de tir du Yellowstone Gun Club de Billings.

# Pistolets, 45 et autres « morceaux »



DANIEL LEMAY

Les Québécois, s'ils peuvent se mettre facilement « en beau fusil », ne sont pas des fans du pow-pow. Oh ! beaucoup ont encore, au fond du placard, un vieux 12 hérité d'un père chasseur ; d'autres résidents de fond de rang gardent une 22 « au cas où »... un castor deviendrait par trop bricoleur. Pour le reste de l'arsenal, il faut se tourner vers les policiers, les militaires et les membres de groupes d'intérêts souvent divergents — familles, bandes et autres gangs — à qui ne viendrait pas l'idée de sortir sans le « morceau » calé sous le bras gauche.

De façon générale, la connaissance des armes du Québécois moyen se résume à ce qu'il voit dans les journaux ou dans des émissions de télé et des films d'action... toute américaine. Vous avez : les « méchants » tirent 30 coups avec un chargeur de 10 balles et les « bons » s'en tirent toujours avec une « simple égratignure ».

Pour se situer, voici donc un bref survol des armes dites « personnelles », ainsi nommées parce qu'une seule personne peut les transporter et les utiliser.

## De poing/d'épaule

L'arme de poing — pistolet ou revolver — se tire avec une seule main bien que les techniques modernes commandent l'usage des deux mains pour augmenter la précision. Le pistolet peut être à un coup, deux coups ou porter dans sa crosse (la « poignée ») un chargeur pouvant contenir jusqu'à 15 cartouches, parfois plus. Parmi les marques connues, notons le Browning — du nom de John Moses Browning, un mormon de l'Utah, le plus grand concepteur d'armes à feu de l'histoire —, le Mauser et le Luger dont Tintin, dans ses dangereuses *Aventures*, voyait souvent le mauvais bout.

Le revolver, inventé en 1835 par l'Américain Samuel Colt, est un pistolet à barillet qui, chaque fois qu'un coup est tiré, tourne sur son axe (*revolves*) pour aligner une nouvelle cartouche avec le canon ; un barillet contient normalement six cartouches. Les marques de revolver les plus connues sont Smith & Wesson, Ruger et, bien sûr, Colt qui, en version 45, était le *gun* mythique du Wild West américain.

## Calibre : po. ou mm

Le nombre 45 indique le calibre du revolver en question. De façon générale, le calibre fait référence au diamètre intérieur du canon d'une arme. Aux États-Unis, le calibre est calculé en centièmes de pouce ; ainsi, le diamètre du canon d'un 45 — et de son projectile, forcément — mesure 45/100 de pouce. Les 22, 32,

38, 41 et 44 sont autant de calibres établis en centièmes de pouce. De la même façon, les Britanniques calculent le calibre de certaines armes en millièmes de pouce ; par exemple la carabine 303 (303/1000), le Magnum 357, etc.

Pour certains fusils de chasse, on a conservé la vieille méthode anglaise, qui consistait à calculer combien de balles — sphériques à l'époque, d'où le nom — pouvaient être fabriqués avec un livre (16 onces) de plomb. C'est ainsi qu'un fusil de calibre 12 — pour lequel on aurait fabriqué 12 balles avec une livre de plomb — est de plus gros

## Selon certaines estimations, il y aurait plus de 100 millions d'AK 47 et de ses dérivés dans le monde.

calibre qu'un 16 ou un 20, pour lesquels on tirait d'une livre de plomb 16 ou 20 balles.

Ailleurs dans le monde, les calibres d'armes sont établis en millimètres. Les plus répandus sont le 9 mm des pistolets, et le 7,62 mm (anciennement connu sous le nom de 308) des armes militaires, tant de l'OTAN que de l'ancien pacte de Varsovie.

## Automatique/semi

Une arme est dite semi-automati-

que quand elle se charge, tire le coup et éjecte la douille vide à chaque pression de la détente ; le pistolet, le revolver, le fusil sont des armes semi-automatiques. Depuis 2002, le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) utilise le pistolet allemand Walther P99QA (pour Quick Action) de calibre 9 mm Parabellum, muni d'un chargeur de 16 cartouches.

Une arme est dite automatique quand elle répète le cycle charge-tir-éjection tant que la détente est pressée (et qu'il y a des cartouches dans le chargeur) ; la mitrailleuse (de calibre lourd comme la 50), la mitrailleuse (comme l'UZI israélienne, 9 mm), son cousin le pistolet mitrailleur et le fusil-mitrailleur sont des armes automatiques. L'arme automatique la plus répandue dans le monde est le fusil mitrailleur AK 47 (Avtomat Kalashnikova, du nom de son concepteur soviétique, mis en production en 1947) ; selon certaines estimations, il y aurait plus de 100 millions d'AK 47 et de ses dérivés dans le monde.

## Fusil/arme d'assaut

Le fusil d'assaut est une arme automatique de conception militaire destinée au soldat ordinaire et qui tire des projectiles de calibre moyen jusqu'à une portée efficace d'environ 200 mètres. Le fusil d'assaut est léger, d'entretien facile, est muni de gros chargeurs et offre un choix

d'options de tir (*select fire*) : un coup à la fois (comme une arme semi-automatique) ; en rafales (3, 4, 5 coups) ; *full automatic*. L'AK 47, qui tire des projectiles militaires standard de 7,62 mm, a été le fusil d'assaut de l'Armée rouge et des armées du Pacte de Varsovie pendant 40 ans ; la kalashnikov, reconnaissable parmi tous à son chargeur « banane », pouvait tirer jusqu'à 600 coups à la minute dans sa version originale. Dans l'armée américaine, le fusil d'assaut ordinaire est le M 16.

« Arme d'assaut », d'autre part, est un terme fourre-tout utilisé aux États-Unis (*assault weapon*) et qui désigne un certain nombre d'armes semi-automatiques (pistolets ou fusils) pouvant être utilisées pour la protection personnelle. L'« arme d'assaut » peut emprunter un certain nombre de caractéristiques à son cousin militaire : chargeur détachable à grande capacité (jusqu'à 30 cartouches), calibre moyen (5,56 mm ou 7,62 mm) et apparence militaire (due au lance-grenade, non fonctionnel, ou à un porte-baïonnette). Ce sont ces armes qui faisaient l'objet de l'interdiction signée par le président Clinton en 1994 et qui a pris fin, faute de volonté politique de la maintenir, le 14 septembre dernier. Au grand bonheur du lobby des armes, qui a toujours considéré le « Clinton Ban » comme une grave atteinte à la liberté personnelle qu'il dit garantie par le deuxième Amendement.

# 295 millions d'Américains, 200 millions d'armes

Il est généralement admis que les États-Unis, comptent plus de 200 millions d'armes à feu de toutes sortes, pour une population de 295 millions. C'est sans compter les armes militaires. Quelque 80 millions de foyers américains (40 %) en possèdent au moins une. On peut se procurer une arme auprès de l'un des 67 000 vendeurs accrédités ; ils étaient plus de 250 000 jusqu'en 1992 quand une étude de l'organisme pro-contrôle Violence Policy Center (VPC) a démontré que 80 % d'entre eux ne tenaient même pas boutique mais travaillaient de leur résidence. Le plus gros vendeur d'armes est la chaîne Wal-Mart.

## L'accusation

Selon le VPC, plus de 1 million d'Américains sont morts par balles depuis 1960. Pour la seule année 2001, le chiffre était de 29 573, ainsi répartis : 16 869 suicides, 11 671 homicides, 802 morts accidentelles et 231 morts par balles dont les circonstances ne sont pas connues. Selon le National Center for Health Statistics (NCHS), trois fois plus d'Américains — quelque 90 000 donc — ont été soignés cette année-là pour blessures par balles. En 1993, le coût de ces soins avait été établi à 21 milliards US (in *Blown Away*, voir plus bas).

Le VPC prévoyait que, en 2003, le nombre d'Américains morts par balles allait dépasser le nombre de morts sur les routes. Les armes à feu sont par ailleurs la deuxième cause de mort chez les jeunes de 15 à 24 ans ; 12 fois plus d'enfants américains meurent par balles que dans les 25 autres pays les plus industrialisés mis ensemble.

## La défense

Le lobby des armes aussi a des études pour appuyer ses positions. Une des plus fréquemment citées est celle du criminologue Gary Kleck qui estime à 2,5 millions par année — 7000 par jour — le nombre d'usages défensifs d'une arme à feu. Selon Kleck, les victimes de vol ou d'agression qui utilisent une arme courent moins de risques d'être blessées. Dans la plupart des cas, aucun coup n'est tiré ; même quand des coups sont tirés, les assaillants seraient blessés dans 1 % des incidents et tués dans seulement un cas sur 1000.

Larry Pratt, directeur général de Gun Owners of America (300 000 membres), a expliqué à *La Presse* que peu de ces cas de légitime défense étaient rapportés « parce que les journalistes entretiennent des préjugés contre les armes et

les propriétaires d'armes ». « Quand un criminel armé s'est présenté à l'Appalachian School of Law, en 2000, deux étudiants sont allés chercher leur arme dans leur auto et l'agresseur s'est rendu. Mais seulement les journaux locaux ont relevé la chose ; la dépêche d'Associated Press (AP), reprise partout aux États-Unis, n'en faisait aucune mention. » M. Pratt sent par ailleurs une « ouverture » du côté des chaînes câblées *all-news* : « Ils ont 24 heures à remplir ; c'est plus facile à faire s'ils présentent les deux points de vue. »

Une autre étude phare des profusils est celle du Pr John R. Lott Jr. intitulée *More Guns, Less Crime* (University of Chicago Press, 1998) qui soutient que les États permettant le port d'arme ont 24 % de moins de crimes violents et que les cinq États au plus bas taux de criminalité sont tous des « RTC States » (pour Right To Carry, les États où le port d'arme est légal).

## En l'État...

Des 50 États américains, 36 permettent « aux honnêtes citoyens de porter une arme pour leur protection personnelle », et 26 de ces 36 États ont adopté leurs lois de port d'armes au cours des 15 dernières

années. Selon la National Rifle Association (NRA sur le site *nra.org*), la moitié des 295 millions d'Américains et 60 % des propriétaires d'armes vivent dans un État RTC. Trois États limitrophes du Québec permettent le port d'armes : le Maine, le New Hampshire et le Vermont, qui reste le seul État où on peut porter une arme sans permis. Dans le Sud, le seul État RTC est l'Alabama.

Pour ses positions pro-armes, la Floride, le *Sunshine State*, a été rebaptisée le *Gunshine State* par les organismes antiarmes. S'adressant au congrès de la NRA l'an passé, le gouverneur Jeb Bush, le frère du président, a déclaré que le deuxième Amendement était « la première loi sur la sécurité du territoire » ; le frère a aussi dit : « Le son de nos fusils est le son de la liberté »... En 1993, la Virginie — berceau du Deuxième Amendement, fief de la NRA et centre du commerce illégal d'armes sur la côte Est — limite les achats à « une arme par personne par mois »... Déjà en 1991, le nombre de morts par balles, en Virginie, dépassait le nombre de morts sur les routes, comme c'était le cas en Californie, en Louisiane, au Maryland, à New York, au Texas et dans le district de Columbia (Washington).

## Femmes et armées

Dans une étude intitulée *Blown Away - American Women and Guns*, la journaliste canadienne Caitlin Kelly (qui a entre autres travaillé à *The Gazette*) soutient qu'entre 11 et 17 millions de femmes américaines ont des armes à feu, qu'elles considèrent comme le seul « equalizer », i.e. la seule force capable d'égaliser la violence des hommes. Selon Mme Kelly, une Américaine sur quatre sera victime de crime au cours de sa vie et plus du tiers seront victimes d'agression grave ou de viol ; 29 % des violeurs, note-t-elle, sont armés.

Les Américaines commencent à prendre leur place dans le monde macho des armes. Au moins deux groupes de femmes se consacrent au lobby pro-armes : les Second Amendment Sisters (les Soeurs du deuxième Amendement ; pas une communauté religieuse au sens traditionnel...) et les Armed Females of America qui veulent se démarquer des premières par une approche « sans compromis » du droit aux armes. L'arme de marque des AFA est le fusil automatique AK 47, « symbole de liberté ». Pour Lori Broadhead, la DG de l'organisme (*armedfemalesofamerica.com*), « une société armée est une société polie ».

PLUS

# PQ: la saison des couteaux

L'automne s'annonce chaud à Québec. Pas tellement pour le gouvernement de Jean Charest, qui propose un menu minceur pour la saison, mais plutôt pour le chef de l'opposition, Bernard Landry, plongé dans une guerre intestinale sans merci.



DENIS LESSARD

## ANALYSE

QUÉBEC — « Le travail de chef du Parti québécois est probablement le plus difficile qui soit... je ne comprends pas qu'on pense que je n'appuie pas Bernard Landry ! »

François Legault donnait l'impression de se rallier, l'espace d'une tirade, mercredi soir, tandis qu'il s'adressait aux péquistes de Québec réunis dans un bar.

À moins de six pieds de lui se trouvaient des militants qu'on n'attendait pas à ce ralliement : Bernard Landry flanqué de tout son état-major.

Relancé par *La Presse*, François Legault a précisé attendre encore de voir si, au congrès de juin 2005, M. Landry aura suffisamment modernisé le parti pour mériter sa confiance.

De telles scènes ont bien des chances de se répéter tout l'automne, à coups d'information distillée au compte-gouttes et de *spins* pour

avantager l'un ou l'autre des candidats.

Du côté gouvernemental, le programme législatif est d'une minceur désespérante. Deux commissions parlementaires sur les partenariats avec le secteur privé et sur l'avenir du Suroît — déjà réglé. Le programme du gouvernement Charest paraît taillé sur mesure pour que le PQ mobilise l'attention dans les prochaines semaines.

Rien ne va plus au PQ depuis la fin de semaine dernière. « C'est intenable », confie une source au sein du caucus, estomaquée devant les colères à répétition du chef du PQ.

L'accrochage fielleux qui l'a opposé au député de L'Assomption, Jean-Claude Saint-André, cette semaine, était bien anodin comparativement à la collision frontale qu'il a eue avec Jean-Pierre Charbonneau, deux semaines plus tôt.

M. Charbonneau voulait discuter d'alliance avec l'ADQ et l'UFPP pour battre les libéraux. Bernard Landry a réagi en lui demandant s'il comptait mettre sa circonscription dans la balance. Les deux hommes se sont copieusement engueulés devant leurs collègues, se traitant mutuellement d'« ignoble », comme l'a rapporté un témoin.

Pour M. Charbonneau, la crise que connaît actuellement le PQ

n'est pas imputable à Bernard Landry seulement. Il s'agit d'un état chronique dû au manque de confiance permanent entre le chef et ses membres.

Ceux-ci ne sont jamais assez rassurés sur la volonté de leur Grand Timonier d'engager la démarche menant au référendum. René Lévesque et Jacques Parizeau, sans oublier Pierre Marc Johnson et Lu-

## « C'est intenable », confie une source au sein du caucus, estomaquée devant les colères à répétition du chef du PQ.

cien Bouchard, ont tous eu périodiquement à subir ces tests de sang.

### Le cancer du PQ

Un « cancer » rongé le Parti québécois, a déploré M. Charbonneau. Ironiquement, il venait tout juste de quitter le caucus où tous les péquistes s'étaient passé le mot pour éviter, durant quelques jours, les déclarations controversées.

Au même moment, Pauline Marois y allait d'une entrevue à *La Presse*. Sans le dire mot pour mot dans le but de ne pas se faire accuser de chantage, M<sup>me</sup> Marois ne laisse aucun doute sur son plan de

match : si les péquistes renouvent en juin leur appui à M. Landry, elle partira sans hésiter.

Il y a quelques mois déjà, pour assurer son emprise sur le PQ, M. Landry avait embauché plusieurs conseillers qui constituaient des menaces potentielles. Harold Lebel et Line Sylvie Perron, ses deux principaux lieutenants, gravitent depuis longtemps dans l'orbite de M<sup>me</sup> Marois. Pierre Châteauvert et Shirley Bishop n'étaient pas des pro-Landry non plus. Diane Lemieux a également été nommée leader parlementaire, un choix très controversé à l'interne. (Il faut se rappeler que la « lionne de Bourget » avait flirté avec l'idée d'appuyer M<sup>me</sup> Marois au départ de Lucien Bouchard.) Finalement, Bernard Landry a récupéré son vieil ami, Sylvain Simard, comme « organisateur en chef » — celui-ci s'était récemment rapproché passablement de M<sup>me</sup> Marois, convaincu que M. Landry passerait la main.

Depuis que M<sup>me</sup> Marois a publiquement réclamé sa tête, Bernard Landry paraît clairement déstabilisé. Le conseil national de la fin de semaine dernière n'a fait qu'accélérer les choses. Dans un courriel qu'il a fait parvenir aux membres du PQ en fin de journée vendredi, M. Landry a expliqué qu'il y avait

prolongement des programmes antérieurs du PQ. Pour elle, il était trop tôt pour se commettre sur un calendrier référendaire.

### Duceppe

Pendant ce temps à Ottawa, Gilles Duceppe soupèse ses options. Son organisateur, François Leblanc, a mis de côté son projet d'aller travailler pour Gérard Tremblay dès le début de 2005 pour la campagne à la mairie de Montréal. Pierre-Paul Roy, autre conseiller névralgique, est revenu dans le cercle du chef du Bloc québécois.

Désormais, les yeux sont rivés sur les assemblées de choix de délégués. Celle de Mercier aura lieu le 7 novembre et Bernard Landry ira surveiller le président de l'association, François Rebello, chaud partisan de François Legault.

Celle de Matane, le 13 novembre, paraît perdue d'avance pour Bernard Landry : un autre proche de M. Legault, Pascal Bérubé, contrôle les membres. Et on a invité un souverainiste de choc... Jacques Parizeau.

Finalement, l'ambiguïté de Bernard Landry risque de lui coûter cher. Dès le printemps, il avait voulu annoncer son intention de rester chef du PQ, mais il avait reporté son annonce, donnant prise aux campagnes de ses adversaires.

Même au lendemain de sa défaite d'avril 2003, M. Landry avait paru souffler le chaud et le froid devant ses conseillers, qui avaient conclu

qu'il tirerait bientôt sa révérence.

Trois facteurs l'avaient convaincu de rester. D'abord, un plaidoyer émouvant de Pierre Bourgault, pour qui M. Landry était, plus que jamais, l'homme de la situation. Ensuite, l'impressionnant courant de sympathie qui a déferlé sur le tandem Landry-Renaud après le film *À hauteur d'homme*. Finalement, la descente aux enfers du gouvernement Charest, qui accumulait les faux pas.

S'il devait prendre la même décision aujourd'hui, cette combinaison de circonstances serait bien difficile à recréer.

# Les chemins du terrorisme

Certains experts pensent que le terrorisme est un choix stratégique. D'autres, qu'il s'agit de folie pure, ou qu'il naît dans des conditions d'humiliation extrême. Qui a raison ? Personne, répond un psychiatre californien qui a commencé à étudier le terrorisme après le 11 septembre 2001. Jusqu'ici, les études sur le terrorisme s'apparentent davantage à de la spéculation théorique qu'à une enquête expérimentale rigoureuse.



MATHIEU PERREAULT

Le matin du 11 septembre 2001, la femme de Jeff Victoroff l'a appelé en catastrophe à son bureau. « Elle m'a dit : ils bombardent le World Trade Center », se souvient le psychiatre de l'Université de Californie du Sud. « Je suis arrivé chez moi juste à temps pour voir le deuxième avion frapper les tours. Et j'ai eu deux idées : le terrorisme est beaucoup plus probable que je ne le pensais ; et les terroristes obéissent à des impulsions qui sont différentes de l'agressivité que la plupart des gens ressentent à un moment ou un autre durant leur vie. »

Les « idées » du Dr Victoroff peuvent sembler des lapalissades. Mais elles ont totalement chambardé sa carrière. Du jour au lendemain, il a abandonné l'étude des fondements neurologiques de la violence, pour embrasser une quête beaucoup plus concrète : l'étude des caractéristiques psychologiques des terroristes.

Ses premiers contacts l'ont renversé. « J'ai commencé par lire quelques centaines de livres, l'essentiel de ce qui s'est publié sur le sujet. Et j'ai réalisé qu'il n'y avait pratiquement aucune étude valable sur le plan expérimental. La plupart du temps, il s'agit de gens qui s'auto-proclament experts, et qui avancent des théories peut-être intéressantes, mais invérifiées. Seulement trois ou quatre études expérimentales sont valables, mais chacune d'elles a des lacunes importantes sur le plan méthodologique. »

Par exemple, une théorie souvent citée veut que les terroristes soient des gens qui se sentent particulièrement opprimés, à tort ou à raison. En suivant ce raisonnement, les attentats du 11 septembre seraient l'oeuvre de gens persuadés que les États-Unis menacent de mort quiconque, parmi les musulmans, s'oppose à la société de consommation judéo-chrétienne. « Je ne pense pas, personnellement, que cette théorie soit une cause très importante du terrorisme, dit le Dr Victoroff. Mais ça m'a renversé de constater que depuis 100 ans que cette théorie existe, personne ne l'a jamais vérifiée expérimentalement. »



Elle s'appelait Darine Abou Ayech, elle avait 21 ans, elle étudiait à l'université Al-Najah de Naplouse et, le 27 février 2002, elle s'est fait exploser près d'un checkpoint israélien. Selon le psychiatre californien Jeff Victoroff, l'adolescence joue un rôle important dans le terrorisme, parce que c'est une période fertile en émotions et comportements extrêmes, où le risque a un attrait important.

### Secret militaire

Le psychiatre californien a donc entrepris de codifier l'oppression, avec l'aide d'un collègue spécialiste des rapports de pouvoir au sein des groupes. Son « questionnaire d'oppression » comporte 32 questions, telles que « Mon groupe est souvent traité injustement ». « Il importe peu que l'oppression soit réelle ou non : ce qui est important, c'est le sentiment d'être opprimé. Mais ce ne sera pas facile de valider le questionnaire. Il n'y a pas, aux États-Unis, de groupes se sentant opprimés à cette échelle, qui croient qu'un groupe dominant met la menace de mort. Nous sommes en pourparler avec des groupes de différentes régions du monde où ce genre d'oppression existe. »

L'autre volet du projet consiste en une enquête plus générale auprès des adolescents palestiniens. « Nous allons comparer leurs caractéristiques psychologiques et sociales avec leur opinion des attentats terroristes et des groupes terroristes, dit le Dr Victoroff. Puis nous allons les suivre quelques années après pour voir comment leurs opinions ont évolué. Je pense que l'adolescence joue un rôle important dans le terrorisme, parce que c'est une période fertile en émotions et comportements extrêmes, où le risque a un attrait important. L'ex-premier ministre israélien Yitzak Shamir a déjà dit de la période où il faisait du terrorisme avec l'organisation Irgun qu'il s'agissait de la « meilleure partie » de sa vie. »

Le Dr Victoroff a étudié la neurologie et la sociologie à l'université. « La violence m'a toujours intéressé. Après l'université, j'ai décidé de me diriger vers la neurologie, parce que je pensais qu'il valait mieux étudier les fondements de la violence, plutôt que ses manifestations épisodiques. Ma perspective a changé avec les attentats du 11 septembre. Même si le terrorisme est une manifestation rare de la violence, il faut s'en occuper, parce que nous sommes tous menacés. Quand vos enfants et vos voisins sont impliqués, certaines questions deviennent plus urgentes. »

Parmi les dizaines d'analyses qu'il a scrutées, le Dr Victoroff en retient trois qui sont plus rigoureuses. « L'une d'entre elles a été faite auprès de terroristes de gauche et de

droite en Allemagne pendant les années soixante-dix, mais il n'en subsiste qu'un rapport en plusieurs volumes teinté d'interprétations freudiennes ; je n'ai jamais trouvé les entretiens. Une autre a été faite en Italie, à la même époque, par une politologue qui n'a malheureusement pas inclus beaucoup de questions psychologiques ; et une troisième a été faite au début des années 80 par un psychologue israélien qui a interrogé des guérilleros du Hezbollah capturés par l'armée israélienne, mais qui n'a pu publier toutes ses recherches, seulement une conclusion générale à l'effet que les terroristes ne sont pas fous. Le secret militaire est un problème important pour les chercheurs qui s'intéressent au terrorisme. »

PHOTO AP

# Le défi de Felipe

Le fils de Juan Carlos semble penser que la couronne lui revient de droit...

On ne donnait pas cher de Juan Carlos, ce roi de pacotille désigné par Franco pour lui succéder après sa mort. Le monarque improbable a pourtant gagné la reconnaissance éternelle de ses sujets en leur offrant la démocratie et en faisant avorter un coup d'État militaire. Mais la monarchie espagnole, construite sur des bases vacillantes, risque de ne pas survivre à la mort de ce roi devenu si populaire, relate notre envoyée spéciale dans le deuxième volet d'une série de trois sur la monarchie en Europe.



**ISABELLE HACHEY**  
ENVOYÉE SPÉCIALE  
À MADRID

**M**adrid porte encore les séquelles de la « fièvre nuptiale » qui s'est emparée d'elle au printemps. Dans les rues de cette ville qui fut, jadis, le dernier bastion républicain à tomber aux mains du général Franco, les cartes postales du brave toréador sont reléguées au second plan, derrière celles d'un jeune couple royal souriant à pleines dents. Les boutiques de souvenirs regorgent d'albums commémorant la *boda real* — ce « mariage du siècle » célébré le 22 mai, deux mois après les attentats terroristes qui avaient ébranlé la capitale espagnole.

« Madrid a le droit de rêver », avait titré ce jour-là le quotidien *El País*, manifestement en extase devant le « conte de fées moderne » du prince Felipe, le fils de Juan Carlos et héritier de la couronne, et de la jolie roturière Letizia Ortiz.

« Conte de fées » ? Peut-être. Mais ce mariage réglé au quart de tour a surtout constitué un fabuleux coup de marketing, qui a prouvé hors de tout doute que la famille royale espagnole n'avait rien à envier aux plus grandes agences de relations publiques de la planète. Il faut admettre que, pour elle, il s'agit ni plus ni moins d'une question de survie. Un jour ou l'autre, Felipe VII accèdera au trône, où il aura la lourde tâche de pérenniser la dynastie des Bourbon et d'assurer la continuité de la couronne, dans un pays où la monarchie ne tient qu'à un seul homme : le roi actuel, Juan Carlos.

Les Espagnols n'ont pas peur des contradictions. Ils ont, sans conteste, la fibre républicaine : deux fois leurs monarques ont dû abdiquer, en 1873 et en 1931. Deux fois ils ont instauré des républiques démocratiques. La dernière a été écrasée par les rebelles du général Francisco Franco — celui-là même qui, après avoir imposé 40 ans de dictature fasciste, a désigné Juan Carlos pour lui succéder à la tête du pays.

C'est ainsi qu'au lendemain de la mort du vieux dictateur, le 20 novembre 1975, Juan Carlos est devenu roi d'Espagne. Un titre



PHOTO AGENCE FRANCE-PRESSE

Le 22 mai dernier, deux mois après les attentats terroristes de Madrid, le prince héritier Felipe épousait la journaliste Letizia Ortiz. Un mariage, réglé au quart de tour, qui a constitué un fabuleux coup de marketing pour la monarchie espagnole.

usurpé à son propre père, Don Juan, qui ruminait au Portugal sa mésentente avec le régime fasciste. Au début, on ne donnait pas cher de ce roi de pacotille éduqué par Franco, auquel il avait juré fidélité. On le surnommait « Carlos le bref ». On a vite changé d'avis.

## Fin stratège

Juan Carlos a bien manœuvré. En quelques années, il a su se laver de son péché originel en reniant l'héritage franquiste et en jouant un rôle de premier plan dans la transition démocratique. Il a réconcilié les Espagnols, déchirés par une guerre civile et une longue dictature. Il s'est assuré la loyauté des militaires et a visité les républicains en exil au Mexique. Même les communistes ont fini par jouer la carte du pragmatisme en prêtant allégeance à ce souverain si pressé de renoncer aux pouvoirs que lui avait légués Franco.

Le coup de grâce est survenu le

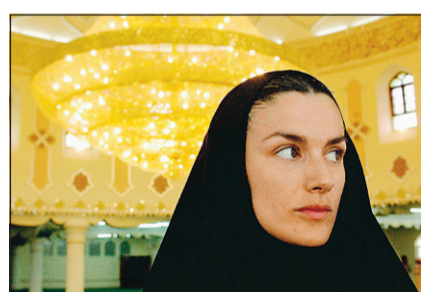


PHOTO ASSOCIATED PRESS

Un an avant de devenir princesse, Letizia Ortiz, journaliste, couvrait le conflit irakien pour une télévision espagnole. On la voit ici dans une mosquée de Bassora.

23 février 1981. Ce jour-là, le lieutenant-colonel Tejero a fait irruption au parlement de Madrid, où il a vidé son chargeur. Tout au long de cette journée tendue, le spectre d'un retour à l'autoritarisme a plané sur le pays. Le soir même, Juan Carlos, vêtu de son uniforme de chef des armées, est apparu à la télévision pour réaffirmer ses convictions démocratiques et demander aux insurgés de

retourner à leurs casernes. Privé d'appui royal, le putsch militaire a avorté. Le lendemain, les Espagnols sont descendus dans les rues par millions en brandissant des banderoles proclamant : « Vive le Roi ! »

Juan Carlos venait non seulement de sauver la démocratie, mais aussi de se gagner une place éternelle dans le cœur de ses sujets.

## Le défi de Felipe

La question à 1000 euros, c'est si cette monarchie d'abord imposée à un peuple récalcitrant survivra à un roi devenu aussi populaire. C'est que les Espagnols sont bel et bien attachés à leur monarque... mais pas nécessairement à l'institution qu'il représente.

« Les Espagnols ne sont pas royalistes, mais plutôt juancarlistes », explique Jaime Penafiel, chroniqueur des affaires royales au quotidien *El Mundo*. Timide et introverti, Felipe devra travailler d'arrache-pied pour consolider la monarchie lorsqu'il accèdera au trône. « Felipe héritera des droits de Juan Carlos, mais pas de ses mérites. Il n'a pas le charisme de son père. Il est plutôt froid et distant comme sa mère, la reine Sofia », déplore M. Penafiel. Si le père aime à répéter qu'au pays, « il faut gagner son poste tous les jours sous peine d'être congédié », le fils semble penser que la couronne lui revient de droit.

Le prince de 36 ans tente d'améliorer son image. Il y a quelques années, il a mis fin à sa relation avec un top-modèle suédois qui avait posé pour un magazine de lingerie fine, parce que son « devoir » le lui commandait.

En fait, la vie de Felipe est programmée depuis le berceau en fonction de son futur rôle de monarque, et son mariage avec Letizia Ortiz fait partie du programme. Letizia, présentatrice-vedette d'un journal télévisé, provient d'une famille modeste : son grand-père était chauffeur de taxi. Quoi de mieux que ce mariage à la Cendrillon pour faire rêver le bon peuple ?

# La presse courtisane

ISABELLE HACHEY

**MADRID** — La famille royale espagnole n'a guère à craindre d'être éreintée par les médias du pays, qui s'appliquent plutôt à lui faire mille courbettes. Les « affaires » sont vite étouffées. L'amour du roi pour la bouteille et les femmes est poliment passé sous silence. Pour tout dire, si la *casareal* a réussi à éviter les scandales, ce n'est pas tant qu'elle soit plus

vertueuse que la maison des Windsor, aux prises avec les redoutables tabloïds anglais ; c'est surtout que « la presse espagnole est très courtisane. Elle n'écrit que ce qu'elle croit qui plaira à Sa Majesté », souligne le chroniqueur mondain Jaime Penafiel.

Dans *La Solitude du roi*, l'une des rares biographies critiques de Juan Carlos, José Garcia Abad révèle que plusieurs amis du monarque se sont retrouvés derrière

les barreaux pour fraudes en tout genre. Même l'administrateur des finances personnelles du roi a passé quelques mois en prison, sans que les journaux — à l'exception d'*El Mundo* — daignent en faire mention. « Juan Carlos a eu deux périodes. D'abord, la période épique, où il a joué un rôle majeur pour déconstruire la dictature franquiste, puis la période, disons, plus détendue, où il a sombré dans le lyrisme (lire : a

couvert les jupons) et où il a fait de graves erreurs avec ses finances », raconte M. Garcia Abad.

Élevé à la dure par ses tuteurs franquistes, Juan Carlos « est obsédé par l'argent », affirme son biographe. « Il souffre de ce que j'appelle le syndrome Scarlett O'Hara. » Il est avide de cadeaux luxueux (voitures, motocyclettes, montres), dont il n'hésite pas à faire la publicité indirecte. « La seule loi que Juan Carlos ait jamais refusé de signer, c'est lorsque le gouvernement a voulu réglementer les cadeaux reçus par le roi ! »

L'opacité règne sur le vaste patrimoine de la monarchie, tout comme sur ses finances. Personne ne sait comment sont dépensés

les 7,5 millions d'euros octroyés chaque année par l'État. « Aucune autre monarchie d'Europe ne cultive un tel goût du secret. Même le grand-père de Juan Carlos publiait ses dépenses au centime près. « Critiquer le roi, c'est comme prêcher dans le désert », maugrée un journaliste de Madrid.

Les détracteurs de Juan Carlos ne sont pas légion. « Si la presse s'autocensure, c'est d'abord que la monarchie n'est pas assez consolidée et a besoin d'être protégée », affirme M. Garcia Abad. Le prince Felipe risque d'inspirer moins d'indulgence. Or une surexposition médiatique, comme celle dont souffre la couronne britannique, risque de lui être fatale.

# Le rêve républicain

ISABELLE HACHEY

**MADRID** — Juan Carlos répète souvent qu'il est le roi de tous les Espagnols et, en effet, plusieurs estiment que l'institution monarchique constitue un puissant facteur de cohésion dans un pays tiraillé par les nationalismes périphériques.

Comme Albert II, sans lequel on dit que la Belgique se serait depuis longtemps scindée en deux nations, flamande et wallonne, Juan

Carlos joue le rôle de médiateur entre Madrid et ses régions. Bref, même si les Espagnols n'ont guère l'âme royaliste, l'avènement de la république n'est pas un enjeu, du moins pas pour le moment. « Les Espagnols ont une idée utilitaire de la monarchie, dit José Garcia Abad, auteur d'un livre sur Juan Carlos. Ils se disent, si c'est un mode de gouvernement qui fonctionne bien, pourquoi le changer ? »

Les Espagnols sont majoritaires

(55 %) à croire que la monarchie est une institution obsolète. Mais ils sont presque autant à juger qu'elle contribue aussi à la stabilité politique du pays. Alors, le sujet n'est tout simplement pas à l'ordre du jour, même au sein du Parti socialiste qui a pris le pouvoir en mars. Mais cet appui circonstanciel pourrait vite s'évaporer — même si, pour l'instant, les rangs de ceux qui s'opposent de front à la monarchie demeurent clairsemés.

En première ligne se trouve Javier Madrazo, leader d'un parti de gauche basque, qui s'est retrouvé devant les tribunaux cette année, pour « injures graves au roi ». Sa faute : avoir réclamé un référen-

dum sur l'abolition de la monarchie ! « C'est vrai que l'enjeu n'est pas urgent, mais il y a de plus en plus de républicains en Espagne, affirme-t-il. Plusieurs se demandent pourquoi ils ont dû payer des millions pour financer le mariage du prince Felipe. La dernière république a été abolie par les armes. Tôt ou tard, elle reprendra du service. »

Rêve de gauchiste nostalgique ? Pas tout à fait. Il est fort possible qu'après avoir payé leur dette de reconnaissance au leur faveur de la démocratie espagnole, les républicains soient de plus en plus tentés de renouer avec leur vœu idéal. Leurs enfants, en particulier, ne

craignent plus de provoquer de remous dans un pays désormais solidement ancré dans la démocratie et l'Union européenne.

« Les jeunes se sentent moins liés à la famille royale, dit M. Abad. Pendant les manifestations contre la guerre en Irak, on a vu flotter beaucoup de drapeaux républicains. La tendance naturelle en Espagne est antimonarchique. Je doute que la couronne espagnole ne survive après Juan Carlos. Mais elle durera tant qu'il sera en vie. »

DEMAIN

Le paradoxe danois, en pages 1 et 2 du cahier Actuel

PLUS

# D'anciens combattants retournent sur les lieux de la campagne d'Italie

STEPHEN THORNE  
PRESSE CANADIENNE

OTTAWA — Loin d'être insultés par leur statut de héros méconnus, les soldats Canadiens et autres membres des forces alliées qui ont combattu en Italie, entre 1943 et 1945, en retirent une certaine fierté.

Environ 93 000 Canadiens ont pris part aux opérations en Sicile et en Italie continentale, étant souvent en nombre insuffisant et ne pouvant compter sur le matériel nécessaire, alors qu'ils affrontaient des troupes allemandes aguerries en terrain accidenté, dans de luxuriantes vallées et dans des rues étroites de villages.

Leur participation à la campagne d'Italie les a écartés de ce qui a été présenté comme la plus importante invasion de l'histoire militaire : le débarquement sur les plages de Normandie de dizaines de milliers de soldats alliés, le 6 juin 1944. Certains ont avancé que les Canadiens qui ont combattu en Italie — environ 40 % des effectifs canadiens d'alors — ont eu la tâche facile. Mais rien n'est plus éloigné de la vérité. Des hivers froids, des printemps pluvieux et un terrain difficile combinés à d'âpres combats face à des troupes déterminées et bien entraînées ont caractérisé cette campagne.

## 6000 tués, 20000 blessés

Une fois terminées les opérations en Italie, près de 20 000 Canadiens avaient été blessés et presque 6000 autres avaient été tués. Les survivants ont été transférés sans cérémonie dans le nord-ouest de l'Europe, où ils ont pris part aux combats faisant rage aux Pays-Bas et en Allemagne. Du coup, l'Italie est devenue une parenthèse dans la poussée vers le Reich et la victoire finale.

Ces prochains jours, et jusqu'au 4 novembre, des douzaines d'anciens combattants se retrouveront à nouveau en Italie afin de souligner le 60<sup>e</sup> anniversaire de leur campagne. Accompagnés par la gouverneure générale du Canada, Adrienne Clarkson, et d'autres dignitaires, ils visiteront d'anciens champs de bataille, des ci-



L'été 43, ces soldats du régiment écossais du Canada effectuent une avance de Regalbuto jusqu'à Aderno, en Sicile, île qui fut occupée en 38 jours.

PHOTO FOURNIE PAR L'ARMÉE CANADIENNE, ARCHIVES LA PRESSE

metières ainsi que des villages.

Une plaque commémorative sera par ailleurs dévoilée afin de rendre hommage à Ernest Alvia « Smokey » Smith, dernier Canadien à avoir été décoré de la croix de Victoria encore vivant, qui re-

poussa à lui seul plusieurs attaques allemandes à San Giorgio Di Cesena, en octobre 1944.

Deux autres Canadiens, John Mahony et le Québécois Paul Triquet, qui fut membre du Royal 22<sup>e</sup> Régiment et est décédé en

1980, ont reçu la Croix de Victoria à la suite d'exploits en Italie. « On nous a complètement ignorés depuis la fin de la guerre, a affirmé George Burrows, âgé de 81 ans, de Windsor, en Ontario. Beaucoup de gars en ont été pei-

nés. » « Cela ne semble pas juste, a ajouté Ralph Flanagan, 87 ans, de Belledune, au Nouveau-Brunswick. Nous nous sommes battus en Italie pendant près d'un an avant qu'ils ne débarquent en France. »

# Ces Canadiens qui vivent au sommet de la planète

STÉPHANIE PERTUISET  
AGENCE FRANCE-PRESSE

ALERT — On les surnomme « l'élite congelée » du Canada : ils vivent presque au sommet de la planète, au nord du cercle polaire, dans un environnement aussi envoûtant qu'hostile plongé dans le noir et les températures extrêmes pendant plus d'un tiers de l'année.

Pour les quelque 75 locataires d'Alert, au nord-est de l'île Ellesmere, à environ 800 kilomètres du pôle géographique, les gestes de la vie quotidienne se transforment en records insolites.

Depuis sa fondation dans les années 50, en pleine guerre froide, cette station scientifique et militai-

re perchée à 82 degrés et 30 minutes de latitude nord, est l'établissement le plus septentrional de la planète habité en permanence.

Les militaires et la dizaine de civils qui y passent pour la plupart entre trois et six mois, peuvent ainsi se targuer de manger une tourte au poulet dans « le restaurant le plus au nord de la planète » ou faire de la musculation dans la salle de sports la plus près du pôle.

« Ma nièce est jalouse, elle est convaincue que je vais voir le Père Noël », dit Brad Gwalchmai au volant de son BV, un véhicule militaire sur chenillettes adapté aux routes glacées et accidentées de la région. Un an après avoir servi dans un désert chaud, l'Afghanis-

tan, il a débarqué en août dans ce désert froid, territoire des loups blancs, renards, lièvres et boeufs musqués.

## Un silence saisissant

« Le silence est saisissant ici, raconte le caporal de 28 ans. Ce matin, j'étais assis sur un iceberg, et le seul bruit que je pouvais entendre, c'était le craquement de la glace ».

Mais au-delà de l'image romantique du Grand nord, la vie à Alert est surtout un défi. « Nous sommes sur un bateau dans un océan de neige, prévient le major Chris Dannehl, qui commande la base. On doit compter sur nous-mêmes, on ne peut pas composer le 911 », le numéro des urgences.

Car ici, les routes ne mènent nulle part. Aucune communauté inuit ne s'est établie si au nord. La ville canadienne la plus proche, Edmonton, en Alberta, est à 3475 km.

Pour rejoindre Alert, il n'y a qu'un moyen : les vieux Hercules de la Défense canadienne. Une fois par semaine, un de ces appareils assure de Trenton, à l'est de Toronto en Ontario, le ravitaillement en vivres et en matériels, ainsi que les rotations de personnel.

Deux fois par an, la station est réapprovisionnée entièrement au cours d'une intensive opération de trois semaines, via la base américaine de Thulé dans le nord-ouest du Groënland.

Les barils de fuel comme les deux camions de pompiers, les caisses de bière comme les énormes citernes, tout est arrivé par le ciel. Coupée du sud, Alert pourrait survivre pendant des mois : l'eau est tirée d'un lac voisin et des génératrices transforment le fuel en électricité.

Mais lorsque pour cause d'avarie ou de mauvais temps, aucun Hercules ne vient se poser sur la piste faisant face à l'océan Arctique,

comme cette semaine, le sentiment d'isolement devient plus pesant.

« Vous devez vivre avec », estime Alannah Gilmore. Quand elle est arrivée la première fois l'an dernier, « c'était la jubilation » à Alert. Aucun avion ne s'était pointé depuis cinq semaines. « Depuis la fin août, ils n'avaient pas eu de produits frais, ni de courrier, et ceux qui avaient terminé leur mission avaient hâte de rentrer à la maison », se souvient cette assistante médicale de 30 ans.

Même si la plupart se sont portés volontaires, presque tous assurent que « six mois, ça suffit ». Alert a beau se trouver en territoire canadien, être envoyé dans l'Arctique a des allures de service à l'étranger.

« J'appelle cela vivre sur un glacier, et en aucune manière, on peut dire qu'on vit dans le confort du Canada », assure Alannah Gilmore.

À bord du même bateau, les membres de la station se serrent les coudes comme une grande famille. Une famille sans mémoire collective puisque rares sont ceux qui y reviendront.

# 100 jours d'obscurité

Dans le nord de l'Arctique, le soleil s'est couché pour cinq mois

STÉPHANIE PERTUISET  
AGENCE FRANCE-PRESSE

ALERT — Le soleil s'est couché pour cinq mois à Alert, le point le plus septentrional de la planète habité en permanence, faisant basculer cette petite station militaire et scientifique canadienne du nord de l'Arctique dans plus d'une centaine de jours d'obscurité.

« Si je ne porte pas de montre, je n'ai aucune idée de l'heure », affirme Derek Gauthier, atablé devant un café à la Beach (la plage), le lieu des petites pauses. Autour de lui, il y a bien quelques parasols, mais pas de cocotiers, et la lumière provient entièrement des néons électriques.

Dehors, il fait quasiment nuit noire. L'horloge affiche neuf heures et demie du matin. « Quand je me réveille, j'ai l'impression qu'il est

deux heures, il faut aller travailler, c'est horrible. On va déjeuner à midi, il fait toujours noir... On finit sa journée, c'est la même chose. Ça vous vide », raconte ce militaire de 33 ans.

« Je pense que les horaires de travail sont la seule chose qui tient tout le monde au rythme normal du sud. »

Lorsque ce caporal-chef originaire du sud de l'Ontario est arrivé à la fin juin, le soleil tournait autour de la station, sans jamais se coucher.

Un regard par la fenêtre, et l'envie de dormir disparaissait. En septembre, il faisait du ski de fond ou des glissades, avec ses compères, à une heure du matin.

Et quand, pour quitter l'ambiance militaire, ils passaient leur week-end au Love shack, probablement la plus nordique et rudimentaire des cabanes au Canada, située en plei-

ne nature, au bord d'un lac cerné par une barrière montagneuse, ils s'amusaient à deviner d'après la position du soleil quelle partie du monde était éclairée.

Le 5 septembre, pour la première fois depuis avril, le soleil a disparu de l'horizon, derrière la chaîne des États-Unis, un massif de montagnes qui malgré son nom, est bel et bien

**Ils s'amusaient à deviner d'après la position du soleil quelle partie du monde était éclairée.**

sur la carte du Canada. Six semaines plus tard, il n'est plus visible du tout.

À Alert, où tout prétexte est bon à

faire la fête, ses quelque 75 résidents temporaires, en grande majorité des militaires en service pour six mois, ont organisé un carnaval pour dire adieu au soleil.

Depuis, quand le ciel est dégagé, les lueurs rougeoyantes de l'aube et du crépuscule se confondent, éclairant encore pour quelques heures la station. Chaque jour, une quarantaine de minutes de clarté sont perdues et à la mi-novembre, le nord de l'Arctique sera plongé dans le noir total jusqu'au début février.

Pour Serge Ouellet, aujourd'hui adjudant-chef de la station, c'est du déjà vu. En 1990, lui et ses camarades avaient dû batailler pendant une semaine, à -40 C, à la lueur des torches électriques, pour tenter de réparer la canalisation d'approvisionnement en eau qui avait gelé.

« Jamais je n'aurais cru que je ferais un jour cela dans ma vie », assure ce militaire, qui compte près de 30 ans de métier. Avant de revenir expérimenter la rudesse de l'Arctique, il avait pris

soin de demander si les conduites avaient été changées.

Basculer du jour complet à la nuit complète n'est pas sans perturbations pour l'organisme. Depuis le début octobre, les insomnies et les maux de tête sont fréquents, et les plus évidents symptômes de cet « effet saisonnier ».

Et la motivation devient difficile à trouver. « C'est une zone de faible énergie : il fait obscur, les mouvements sont lents, tout est lent ici, donc vous finissez par être lent vous-même », constate Helen Martin, la responsable de la clinique médicale.

En hiver, même faire une centaine de mètres dehors pour passer d'une bâtisse à l'autre devient une opération délicate, requérant plusieurs minutes juste pour l'habillement. Le plus grand ennemi ici est le froid.

Sur les portes d'entrée, un panneau indique le niveau d'alerte. Lorsque les conditions extérieures deviennent trop dangereuses, le personnel d'Alert peut passer plusieurs jours séquestré, en plein milieu de ce désert aride et glacial.

# LA PRESSE D'AILLEURS

# PLUS



PHOTO D'ARCHIVES AP

L'ancien président des États-Unis, Ronald Reagan, a cultivé un slogan utile durant ses deux mandats à la Maison-Blanche : « Le gouvernement n'est pas la solution à nos problèmes... Le gouvernement est LE problème. » Le gouvernement des États-Unis en était alors à un virage radical de ce que fut l'une de ses missions depuis le krach boursier de 1929 : protéger la sécurité économique des citoyens. On veut désormais que le citoyen assure sa sécurité économique et sociale notamment par des placements boursiers.

## La sombre histoire de l'effritement des filets de sécurité sociale aux États-Unis

Un virage, public et privé, pratiqué sous Reagan plutôt que sous George W. Bush



RÉAL PELLETIER

Les grands médias américains y sont allés de leur bilan de santé de l'économie à la veille de la présidentielle : la plupart n'arrivent pas à dégager d'image nettement positive ou négative de la situation. Le résultat, lourdement imprégné d'hésitation, voire de confusion, ne fait rien pour éclairer la lanterne de l'électeur qui, au-delà des problèmes de sécurité intérieure et de guerre extérieure, cherche désespérément dans le langage des politiciens les signaux prometteurs de la prospérité. Le *Los Angeles Times*, quant à lui, s'est livré à un exercice différent, tentant de situer la quête américaine de la prospérité sur le dernier siècle, loin du cycle électoral un peu artificiel auquel nous contraignent une campagne électorale. On le verra, le résultat est fascinant.

À court terme, le paysage est confus, note le *Wall Street Journal*. Le produit intérieur brut (PIB) est passé depuis mars de 5 % à 3,5 %, ce qui est désolant, mais réconfortant si le compare au 3,3 % moyen des 10 dernières années. La construction résidentielle reste forte, mais les prix commencent à fléchir. Les investissements en haute technologie croissent, mais des trous apparaissent : AT&T vient de supprimer 7000 emplois. L'activité manufacturière est promise à une reprise, mais 18 000 emplois d'usine ont disparu le mois dernier. Les pharmaceutiques comptent beaucoup sur le vieillissement des baby-boomers à long terme, mais le court terme ne promet rien de sensationnel. L'automobile marche mal : réductions de production tant chez General Motors que chez Ford. Les entreprises disposent de plus de liquidités qu'elles n'en ont eu depuis des décennies, mais hésitent à investir ; allez savoir pourquoi : cela peut tenir aussi bien aux ouragans de cet automne qu'au terrorisme et à la guerre d'Irak.

### Nébuluse prospérité

Dans le *New York Times*, le chroniqueur Bob Herbert échappe à ces habituelles considérations pour s'appesantir sur l'appauvrissement des ménages des classes inférieures aux États-Unis. L'auteur s'inspire d'une étude commandée par trois fondations prestigieuses, Annie L. Casey, Ford et Rockefeller, pour démontrer que 9,2 millions de ménages comptant au moins un travailleur actif aux États-Unis arrivent mal à survivre économiquement, ce qui englobe 20 millions d'enfants, soit le tiers de la population enfantine que l'on retrouve dans les ménages où au moins un membre travaille. Lorsque des enfants ont pour parents des dépressés à l'entretien des motels, des commis de commerce ou du personnel de cuisine de *coffee shops*, il existe de fortes chances que le revenu du ménage n'arrive pas à couvrir les besoins fondamentaux. Sans compter que le moindre effet du hasard — une maladie, un acci-

dent de voiture ou l'inondation d'un sous-sol — est de nature à faire s'écrouler la structure financière du ménage.

Cette situation catastrophique et bien d'autres qui touchent les citoyens américains, explique le journaliste Peter G. Gosselin, dans un document de trois grandes pages qui faisait la manchette du *Los Angeles Times* du 10 octobre, n'est pas le fait du gouvernement actuel, mais plutôt le résultat des efforts combinés des gouvernements et des entreprises, depuis un quart de siècle, pour placer la population américaine en situation de risque économique.

Au nom de la prospérité américaine, écrit M. Gosselin, les politiques concertées des gouvernements et des entreprises en sont venues à déréglementer les industries, à réduire les programmes sociaux et à promouvoir un idéal d'économie de marché dans lequel chacun doit se tailler une place, au gré de son talent ou de sa chance. Toute une gamme de filets de sécurité sur lesquels pouvaient compter les ménages ont été atrophiés ou ont carrément disparu au fil des ans : la stabilité de l'emploi, l'assurance maladie, la retraite garantie, le chômage de courte durée, les prestations de chômage de longue durée, la formation professionnelle solidement financée.

L'actuel président, George W. Bush, souscrit d'emblée à cette philosophie. Son programme baptisé *Ownership Society* propose aux ménages de financer eux-mêmes leur retraite, leur assurance maladie et leur recyclage professionnel. Le président compte aussi réduire le fardeau social le plus important de l'État, la sécurité sociale, en encourageant les ménages à se doter d'un portefeuille d'actions en Bourse et d'obligations, acquis avec l'aide de réductions fiscales. Cela s'appelle prendre le risque de sa propre sécurité. « Les travailleurs américains sont condamnés à marcher sur un fil de fer », explique le politologue Jacob S. Hacker, de l'Université Yale.

De fait, le propos de Peter G. Gosselin n'est pas de son cru. Il ne procède pas des études statistiques habituelles, mais plutôt d'une étude unique en son genre dans le monde universitaire planétaire qui a amené des spécialistes de diverses universités à suivre à la trace 5000 ménages américains pendant près de 40 ans. Du jamais vu. L'étude a été faite sous l'autorité de l'Université du Michigan sous observation étroite de la Fondation nationale des sciences.

Il s'ensuit qu'entre le début des années 70 et le début de l'actuel décennie, le revenu réel de la classe moyenne, compte tenu de l'inflation, a augmenté du quart pour atteindre près de 50 000 \$. La valeur des biens de cette classe moyenne a crû de 40 % dans la seule dernière décennie pour atteindre 86 100 \$. Le revenu moyen des 10 % de la classe supérieure a presque doublé, à 130 400 \$, pendant une génération, et la valeur des avoirs a presque doublé aussi à 833 000 \$.

L'économiste Gary S. Becker, Prix Nobel, de l'Université de Chicago, en conclut que « les gens ont choisi de courir des risques... et que l'économie en a tiré avantage ». Mais

d'autres ne sourient pas : les gens s'exposent ainsi de plus en plus aux avatars d'une crise financière, à l'occasion d'un malheur comme une mise à pied, un divorce ou une maladie.

La situation du risque est fluctuante. Dans les années 70, le revenu net annuel a augmenté de 2 % bon an mal an, mais il a baissé de 0,3 % dans les années 80 et de 2,3 % dans le début des années 90. Reprise en hausse à la fin de cette décennie (marquée par l'émergence de la nouvelle économie) mais depuis 2000, le revenu net a chuté de 1 % par année. Retour à la situation inconfortable de devoir prendre plus de risques pour une rétribution plus faible.

### C'est une révolution

Cette notion qui consiste à placer le travailleur américain en état permanent d'instabilité par le risque est relativement récente. Les gouvernements successifs au 20<sup>e</sup> siècle ont construit systématiquement les filets de sécurité devant protéger leurs citoyens : sécurité sociale, Medicare, sécurité du travail, protection du consommateur, réduisant les risques que les gens devaient eux-mêmes assumer. Un sentiment profond animait la société américaine qu'il fallait protéger les ménages des travailleurs et les politiciens y souscrivaient largement. Cette philosophie née du New Deal des années 30 a survécu jusqu'au président républicain Richard Nixon qui, tout conservateur qu'il fût, a préconisé un régime national d'assurance maladie et accru les prestations de chômage.

C'est sous le président Ronald Reagan que le vent a tourné. « Le gouvernement n'est pas la solution à nos problèmes... Le gouvernement est LE problème », aimait dire le jovial président, animé par la conviction que la liberté de marché devait reprendre ses droits. En fond de scène, les gens d'affaires craignaient la mainmise japonaise sur l'économie ; la faillite ou les menaces de faillite chez Lockheed, à la Ville de New York, chez Chrysler. Dans le même temps, des témoins célèbres comme l'économiste Milton Friedman, l'écrivain George Gilder et l'éditeur Robert Bartley, du *Wall Street Journal* faisaient campagne contre l'État.

Le message n'était plus de protéger les gens, mais de départager les gagnants des perdants. Les Américains ordinaires n'étaient plus considérés comme des travailleurs, mais comme des entrepreneurs et des investisseurs. Ils devenaient, d'un coup, de grands preneurs de risques :

>>>Au milieu des années 70, les chômeurs avaient droit jusqu'à 15 mois de prestations ; en décembre dernier, on a réduit cette période à six mois. Puis en 1978 et en 1986, on a rendu ces prestations impossibles. On a ensuite soustrait plusieurs chômeurs aux prestations : le mois dernier, seulement 2,9 millions de chômeurs sur 8 millions avaient droit aux prestations, contre la moitié au tournant de 1980.

>>>Pendant des décennies, tant les républicains que les démocrates ont maintenu le salaire minimum à la moitié du salaire horaire moyen

payé aux États-Unis. Il n'en est plus qu'au tiers, le niveau le plus bas depuis 50 ans.

>>>Il y a 25 ans, le gouvernement fédéral dépensait 27,3 milliards (en dollars actuels) pour le recyclage professionnel ; il n'en est plus qu'à 4,4 milliards.

>>>Au fil des années 70, on en est venu à croire que la sécurité sociale créait une culture de la dépendance et en 1996, le président Clinton et un Congrès républicain ont coupé en deux le nombre de prestataires et réduit du tiers ses dépenses à ce titre. Il y a 25 ans en Californie, une famille monoparentale de deux enfants pouvait toucher une aide de 15 000 \$ par an ; le même ménage touche aujourd'hui 3300 \$ de moins, inflation prise en compte.

« En 25 ans, estime l'économiste Jacob S. Hacker, Washington s'est soustrait à l'une de ses principales responsabilités : contribuer à la sécurité économique des gens. »

### Les entreprises collaborent

L'État, mais aussi l'entreprise se soustraient à leurs responsabilités. En 1940, le président Eugene Holman, de la Standard Oil of New Jersey, se félicitait de vouloir offrir de l'emploi à vie à son personnel. Après la Seconde Guerre mondiale, jusqu'à plus de 150 millions de travailleurs américains comptaient sur de l'assurance maladie financée par les entreprises, 160 millions sur de l'assurance vie et 44 millions sur un régime de retraite. Il y a 25 ans, près de 40 % des travailleurs à temps plein bénéficiaient d'une caisse de retraite d'entreprise ; ils ne sont plus aujourd'hui que 20 %. L'assurance maladie d'entreprise en 1987 touchait 70 % des travailleurs ; l'an dernier, 63 %. Et dans les régimes qui subsistent, on a augmenté de 50 % la contribution moyenne des travailleurs, soit une ponction de 1000 \$ par ménage.

La sécurité d'emploi en a pris un coup aussi. Un sondage du Conference Board, fin des années 80, indiquait que 56 % des grandes entreprises se disaient favorables à l'emploi à vie pour leurs fidèles employés ; 10 ans plus tard, le taux a baissé à 6 %. L'espoir de conserver un emploi atteignait 11 ans en 1978, il n'est plus que de 7 ans et demi. La durée du chômage, elle, a augmenté de 50 % depuis les années 70, pour atteindre 20 semaines.

Le reportage de M. Gosselin se poursuit ainsi sur plusieurs autres colonnes illustrant la situation de risque à laquelle sont exposés de plus en plus de ménages aux États-Unis. Dans ce nouveau monde fasciné par le risque des individus, la professeur de droit Elizabeth Warren, de Harvard, constate : « Nous avons permis que la faillite devienne lieu commun aux États-Unis. L'an dernier, plus de gens ont fait faillite qu'il n'y a eu de demandes de divorce, de cas de cancer ou de diplômés collégiaux. »

On se dit qu'il y a là de la bonne matière à réflexion électorale, mais peut-être que la tranche d'histoire exposée ici par le *Los Angeles Times* est trop longue — et trop compliquée — pour faire recette ce 2 novembre.

THE CHICAGO TRIBUNE

### Compassion

Étonnant, le tissu social américain. Pendant que s'effritent les filets de protection publics et privés, les initiatives communautaires locales surprennent, à l'occasion. À Orland Park, dans la région de Chicago, des Églises collaborent à la construction d'une maison capable d'accueillir un ménage comptant 18 enfants. Debra Lemon, déjà mère de six enfants, a accepté de prendre à sa charge les 12 enfants de sa soeur, Brenda, morte d'une maladie neuveuse. Pareil ménage a besoin d'une maison de 3500 pieds carrés, comptant sept chambres et quatre salles de bains. Une valeur de 190 000 \$. Les Églises ont déjà ramassé 153 000 \$, y compris du temps offert par des menuisiers, des plombiers, des électriciens et autres spécialistes du bâtiment. Parmi les donateurs, des enfants qui ont souscrit 2 \$ ou 4 \$. L'initiative est d'autant mieux accueillie par Debra Lemon que son mari, Lamont, a perdu son emploi en usine et qu'elle-même, technicienne en santé mentale, a jugé bon de quitter son emploi pour s'occuper de la marmaille.

THE BOSTON GLOBE

### Compétition

Il n'y a pas que dans la construction de petits avions que le Brésil fait concurrence au Québec. Il le fait aussi dans le secteur des écoles de cirque, encore qu'ici, il convient mieux de parler de coopération que de compétition. La ville de Salvador (2,5 millions d'habitants) a créé son école de cirque, Circo Picolino, qui accueille 400 élèves. École privée au départ, elle est devenue publique et gratuite avec grand succès, au point de devenir un modèle qui a engendré la création d'une trentaine de ces écoles à travers le Brésil. Le Cirque du Soleil aura contribué à ce succès en dépêchant là-bas de ses artisans devenus professeurs, à Rio de Janeiro et Recife notamment. En retour, des diplômés de ces écoles ont été embauchés par le Cirque du Soleil. Jailton Carneiro, formé à Circo Picolino, est en tournée australienne avec le Cirque.

THE INTERN. HERALD TRIBUNE

### Diffusion

Rien de va plus dans le champ de la presse quotidienne nationale en France. De 1997 à 2003, le lectorat des quotidiens nationaux a chuté de 12 %, selon le consultant EuroPQN. Drame : seulement un Français sur quatre lit un quotidien national. En revanche, les quotidiens régionaux et les magazines hebdomadaires font bonne figure. Les quotidiens régionaux accaparent près des trois quarts des ventes de journaux et les mags *Le Nouvel Observateur*, *Le Point* et *L'Express* font bonne figure. Il semble que ce soit les journaux gratuits et Internet qui fassent le plus de tort aux grands quotidiens nationaux. Ceux-ci souffrent aussi des coûts énormes d'impression et de distribution, largement contrôlés par de puissants syndicats corporatistes. Entre-temps, *Le Figaro* et *Le Monde* ne tirent qu'à moins de 350 000 exemplaires, dans un pays de 60 millions d'habitants.

THE WALL STREET JOURNAL

### Transfusion

George Steinbrenner, propriétaire des Yankees de New York, a mal aux cheveux depuis mercredi, sa prestigieuse équipe ayant subi la défaite aux mains des Red Sox de Boston, pour une quatrième fois de suite en série de sept. Mais le financier Steinbrenner a d'autres raisons de se plaindre : outre qu'il embauche les joueurs les plus voraces du baseball professionnel en matière de salaires, il a dû verser cette année 53 millions de dollars aux équipes les plus faibles, en vertu du programme de péréquation pratiqué par l'industrie. La participation de M. Steinbrenner à ce programme représente le quart de la contribution des équipes riches aux équipes pauvres, redistribution globale établie à 220 millions. Le plus insultant, c'est que M. Steinbrenner a même dû financer les Marlins de Miami, qui ont profité de ses largesses l'an dernier pour battre ses Yankees en séries mondiales. Le propriétaire des Yankees pourra se consoler en apprenant que les Marlins n'ont touché que 21 millions de la caisse de compensation commune, alors que les Expos, champions dans cette catégorie, ont raflé 29,5 millions.



ILLUSTRATION JOE TUCCIARONE. COLLABORATION SPÉCIALE

La géologie des Dakota rend les fossiles qu'on y trouve particulièrement précieux dans le débat sur les moeurs du tyrannosaure. Cet environnement où l'eau constituait un milieu important permet d'évoquer l'hypothèse d'une alimentation à base de poissons ou de crocodiles pour le roi des carnassiers.

# Voyage au pays du

# T-R-EX

La réputation du roi des carnassiers en prend un coup : on pense qu'il était un mauvais chasseur, peut-être un pêcheur, presque sûrement un charognard. Notre reporter est allé visiter les contrées où il a vécu il y a 65 millions d'années, dans l'Ouest américain et canadien, un territoire à l'époque en partie recouvert par une mer salée.

MATHIEU PERREAULT

**BISMARCK, Dakota du Nord** – Dans la série télévisée *Il était une fois l'homme*, qui vient de ressortir en DVD, on voit un tyrannosaure poursuivre un brontosaurus. Le brontosaurus se réfugie dans l'eau, le tyrannosaure trempe un orteil, puis décide d'abandonner la chasse.

Cette séquence illustre bien la difficulté des portraits que les paléontologues font des dinosaures, dans ce cas le *Tyrannosaurus rex*, le « roi des carnassiers ». Craignait-il l'eau autant que les chats ? Mangeait-il des dinosaures aquatiques ? Des poissons ? Et, question plus grave : se nourrissait-il de cadavres, ou préférait-il la chair fraîche ?

Ces dernières années, une foule d'études se sont penchées sur les habitudes du tyrannosaure. Les mensurations de son crâne ont été modélisées, afin de déterminer s'il avait la force nécessaire pour briser le cou de proies souvent plus grosses que lui ; si tel n'était pas le cas, cela pourrait vouloir dire qu'il mangeait parfois, ou surtout, des dinosaures déjà morts, de maladie ou d'une blessure. Ou même de dinosaures qui avaient été tués puis abandonnés par d'autres prédateurs.

La Presse a visité récemment le Dakota du Nord, l'un des endroits du monde les plus riches en fossiles de tyrannosaures. « Nous avons les dernières espèces de dinosaures qui ont vécu sur la Terre », explique John Hoganson, géologue est aussi le paléontologue en chef de l'État. « Nous avons les bonnes roches pour travailler sur l'extinction des dinosaures. Nous faisons partie d'une région riche en fossiles de la frontière crétacée-tertiaire, voilà 65 millions d'années. Cette région inclut aussi l'Alberta, le Montana et le Dakota du Sud. »

La particularité des Dakota est l'immense delta qui occupait la moitié du territoire à la fin du crétacé. À l'est, il y avait la mer Pierre, une portion d'un large fleuve salé qui s'étendait jusqu'au Michigan et rejoignait l'Arctique et le golfe du Mexique. « Nous pouvons voir la transition entre la plage et l'océan, entre les espèces qui vivaient sur la terre ferme et celles qui vivaient dans l'eau, dit M. Hoganson. Nous sommes l'un des rares endroits au monde où on peut voir comment le tyrannosaure vivait sur les rivages. »



PHOTO REUTERS

Un squelette de *Tyrannosaurus rex*.

La géologie du Dakota du Nord rend ses fossiles précieux dans le débat sur les moeurs du tyrannosaure. « Nous avons retrouvé des fossiles de tyrannosaure un peu partout sur le rivage de la mer Pierre, dans les baies, les lagons, les estuaires. Des fossiles d'animaux marins sont souvent enfouis à côté. Donc je pense qu'il est possible qu'il se nourrissait aussi de poissons ou de crocodiles. On sait que le tyrannosaure avait les bras assez faibles, ils étaient petits. Mais c'était suffisant pour capturer des poissons. »

### Petits bras

L'hypothèse du tyrannosaure charognard date de 1994. Elle a été soulevée par le conservateur d'un musée de dinosaures du Montana, Jack Horner, dans le journal de la Société américaine de paléontologie. Le titre de son article « *Steak Knives, Beady Eyes, and Tiny Little Arms* » résumait les principaux arguments de M. Horner : ses bras étaient trop petits pour être utiles en combat rapproché, ses yeux trop petits pour être précis, et aucune preuve évidente de son activité de chasseur, par exemple un os montrant une morsure de tyrannosaure guérie n'a été découverte. En fait, M. Horner a même trouvé un fossile de sacrum de tricératops qui portait des morsures de tyrannosaure ; selon lui, un tyrannosaure n'aurait grugé cet os inaccessible que s'il n'y avait plus de viande ailleurs sur le cadavre, par exemple si d'autres prédateurs avaient déjà mangé le reste. Le

paléontologue du Montana avance aussi que le tyrannosaure avait de trop grosses jambes pour courir.

D'autres paléontologues ont attaqué les conclusions de M. Horner. Les réponses les plus courantes concernent la lenteur des proies du tyrannosaure, qui explique que la vitesse de pointe du tyrannosaure, 40 kilomètres à l'heure, était probablement suffisante ; ses yeux complexes, parmi les premiers à fonctionner en 3D ; l'existence de plusieurs prédateurs qui se servent surtout de leur mâchoire, comme les oiseaux de proie ou les crocodiles ; et les moyens de défense de ses proies – la cuirasse de l'ankylosaure, le collier du tricératops –, qui n'auraient aucun sens s'ils n'avaient pas dû faire à des prédateurs.

Le géologue Hoganson ne peut réprimer une moue d'agacement quand on lui pose la question : le tyrannosaure était-il un chasseur ou un charognard ? « Je pense que le tyrannosaure était un opportuniste, dit-il. Comme beaucoup de carnivores, le tyrannosaure mangeait ce qu'il pouvait trouver, qu'il s'agisse d'animaux vivants, mourants ou déjà morts. Chasseur ou charognard, ce sont des catégories trop faciles. Je suis plus intéressé aux écosystèmes, par exemple aux interactions entre les dinosaures et les crocodiles. Après la disparition des dinosaures, les crocodiles sont devenus plus grands, passant de 10 à 15 pieds, parce qu'ils étaient les seuls grands prédateurs. D'ailleurs, il est intéressant de noter que les mammifères se sont implantés plus rapidement dans les milieux secs, où il n'y avait plus de grands prédateurs après la disparition des dinosaures, que dans les marais et les rivages, où il y avait des crocodiles. »

Le tyrannosaure n'est pas seulement confiné à la terre et la mer : l'un de ses ancêtres avait des plumes et volait peut-être, selon de récentes recherches chinoises. Au fil de son évolution, la branche tyrannosauroïde aurait perdu ces plumes en prenant de la taille. Les plumes, qui tenaient au chaud les tyrannosauroïdes plus petits, n'étaient plus nécessaires pour leurs descendants plus volumineux. Le tyrannosaure mesurait cinq mètres de haut, pour un poids de six tonnes, et vivait en Amérique du Nord et en Asie entre 85 et 65 millions d'années avant notre ère.

## LA MER CRÉTACÉE IL Y A 85 MILLIONS D'ANNÉES

